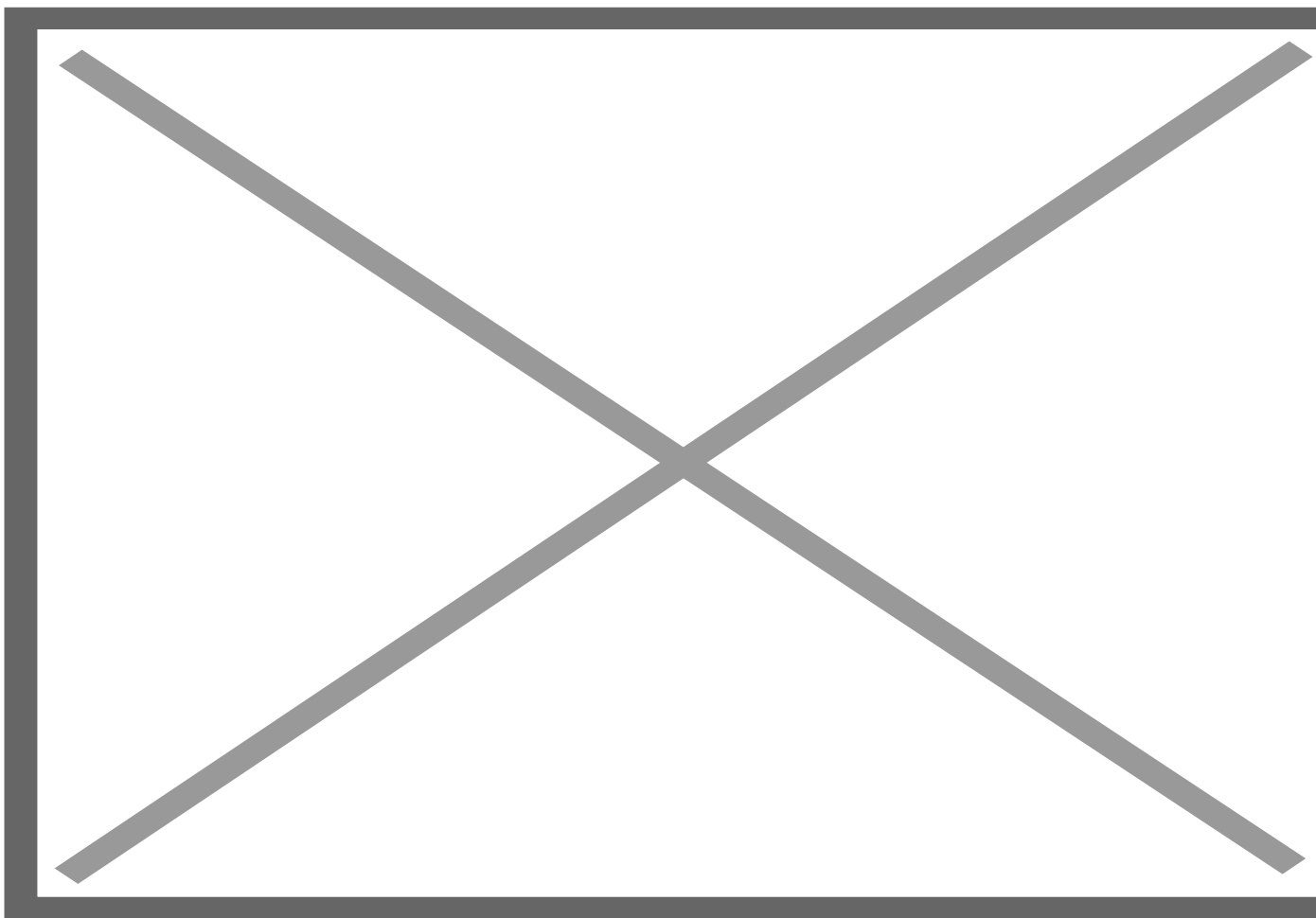

L'extrême droite européenne n'est pas la seule à favoriser l'apartheid israélien

Description

Par Eitay Mack, le 4 septembre 2023

Un parti roumain antisémite n'est pas le premier allié fasciste d'Israël. Mais les principaux partis européens ont été tout aussi complices des abus d'Israël.



Des manifestants polonais d'extrême droite participent à la marche annuelle du Jour de l'indépendance nationale, le 11 novembre 2022. (Matthias Berg/CC BY-NC-ND 2.0)

Personne ne devrait être surpris par la récente rencontre entre l'ambassadeur d'Israël en Roumanie, Reuven Azar, et le leader du parti d'extrême droite Alliance pour l'Union des Roumains (AUR), George Simion à une rencontre qui a suscité l'indignation de certains Israéliens et Juifs de la diaspora.

L'AURORE est bien connue pour être un parti fasciste et antisémite qui glorifie le dirigeant roumain de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, Ion Antonescu, dont le régime a supervisé l'extermination d'environ 400 000 Juifs roumains. Il s'agit d'un petit parti, mais très actif, qui a obtenu environ 8 % des voix lors des dernières élections.

Bien que le contenu complet de la réunion n'ait pas été rendu public, on peut supposer qu'elle était au moins partiellement liée aux efforts actuels d'Israël pour persuader la Roumanie de déplacer son ambassade en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. En 2018 et au début de 2019, Israël a pu obtenir des déclarations publiques en faveur du transfert de la part du premier ministre roumain de l'époque et du président du parlement. Cependant, le président roumain a bloqué le démarrage fin 2019, affirmant qu'une telle action ne se produirait pas sans une décision commune de l'Union européenne.

Les liens d'Israël avec des régimes et des partis d'extrême droite et antisémites ont fait l'objet d'une plus grande attention ces dernières années, en particulier en ce qui concerne le Premier ministre Benjamin Netanyahu et ses liens avec des autocrates de même sensibilité, comme le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. Les intérêts du gouvernement israélien à rompre le consensus de l'UE sur diverses politiques, y compris son opposition au transfert des ambassades à Jérusalem, s'alignent bien sur le désir d'extrême droite européenne de créer un conflit avec Bruxelles et d'attiser les sentiments nationalistes en avançant des décisions politiques qui contredisent celles de l'UE.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le Premier ministre hongrois Viktor Orbán tiennent un Rubik's Cube lors du Forum d'affaires Hongrie-Israël à Budapest, en Hongrie, le 19 juillet 2017. (Haim Zach/GPO)

Mais ce type de relations existait bien avant les gouvernements de Netanyahu et servait à promouvoir les intérêts diplomatiques, économiques et militaires d'Israël. Israël a même entretenu des relations avec le dictateur roumain Nicolae Ceaușescu, qui a régné de 1965 à 1989, en dépit de ses positions clairement antisémites et de celles d'autres responsables roumains, bien connus des diplomates israéliens.

Oublier les escadrons de la mort

Un autre exemple historique illustre une approche similaire des relations extérieures par le gouvernement israélien. Des documents récemment déclassifiés dans les archives de l'État d'Israël révèlent un comportement similaire au milieu de la guerre civile au Salvador au début des années 1980 : alors que des masses étaient arrêtées, kidnappées, torturées, assassinées ou disparaissaient sous le régime soutenu par les États-Unis, Israël faisait campagne pour convaincre le Salvador de transférer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.

Dans un télégramme daté du 10 juin 1982, envoyé au ministre des Affaires Étrangères à Jérusalem, l'ambassadeur d'Israël au Guatemala, Moshe Dayan (différent de l'homme d'état israélien du même nom), rend compte de son voyage au Salvador dans le cadre des efforts déployés pour déplacer l'ambassade. Dayan a écrit qu'il avait rencontré Roberto Dâ'Aubuisson, le fondateur et dirigeant du parti d'extrême droite ARENA, qui a été président de l'Assemblée constituante du Salvador.

Comme l'AUR roumaine, Dâ'Aubuisson et l'ARENA avaient un passé de déclarations fascistes et antisémites, mais Dayan a expliqué que Dâ'Aubuisson « a nié de sa propre initiative les déclarations qui lui ont été attribuées au sujet des Juifs et de l'Holocauste ». Mais, contrairement à l'AUR, l'ARENA a concrétisé ses convictions fascistes par des pratiques violentes, telles que l'utilisation d'escadrons de la mort pour éliminer des militants de l'opposition et de la gauche, des universitaires, des journalistes et des milliers d'autres civils.

Israël était parfaitement au courant de ces atrocités. Trois mois avant la visite de l'ambassadeur Dayan, dans un rapport préparé pour le ministre des Affaires Étrangères, l'ancien ambassadeur d'Israël au Salvador, Yaacov Deckel, a écrit qu'il était arrivé dans le pays en mars 1982 pour agir en tant qu'observateur des élections, au cours desquelles l'ARENA avait obtenu environ un tiers des sièges à l'Assemblée constituante. Deckel a noté qu'environ 33 000 personnes avaient été tuées, la plupart entre elles étant des civils innocents, au cours des trois dernières années de guerre civile.

Deckel a également indiqué qu'il avait rencontré Dâ'Aubuisson, « qui m'a abordé comme une vieille connaissance » et a déclaré qu'« ici, au Salvador, le communisme sera enterré ». Deckel a ajouté que les escadrons de la mort liés à l'ARENA sont « responsables de l'élimination physique de nombreux opposants politiques, dont l'archevêque salvadorien Romero », et que les dirigeants du parti ont promis pendant leur campagne électorale de « détruire tous les communistes avec des bombes au napalm ».



La tombe de Roberto D'Abuissou, San Salvador, El Salvador, 10 mars 2010. (BBC World Service/CC BY-NC 2.0)

Néanmoins, la campagne diplomatique d'Israël a été couronnée de succès et, en août 1983, le Salvador a annoncé qu'il transférerait son ambassade à Jérusalem. Dans les programmes du ministère des Affaires étrangères, cet événement a été défini comme

la plus importante réalisation d Isra l dans toute l Am rique latine cette année-là .

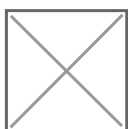
Soutenir l apartheid

Si les liens d Isra l avec l extr me droite mondiale font l objet d une grande attention y compris de la part des critiques qui affirment qu ils montrent l hypocrisie et le vrai visage d Isra l en ce qui concerne les questions d antis mitisme et de fascisme -, les relations d Isra l avec les partis situés   gauche de l extr me droite, qui sont en fait les partis au pouvoir dans la plupart des pays européens au cours des dernières décennies, ne font pas l objet d une attention suffisante.

Ces partis européens traditionnels critiquent,   des degrés divers, la politique d Isra l   l  gard des Palestiniens, tandis que les syndicats de travailleurs et les organisations de défense des droits de l homme qui leur sont associés critiquent souvent Israël et fournissent directement ou indirectement une aide humanitaire aux Palestiniens. Mais, presque sans exception, ces forces politiques permettent   Israël de maintenir le statu quo de l apartheid, soutiennent Israël par des votes dans les forums internationaux et approuvent la signature d accords d une importance économique énorme pour Israël. Ainsi, les condamnations rhétoriques ne sont jamais soutenues par des actions et des sanctions réelles.

Les gouvernements du Parti conservateur des années 1980 étaient diplomatiquement plus proches des  tats arabes et même de l Organisation de libération de la Palestine, et figuraient parmi les critiques publiques les plus sévères d Isra l en Europe ; pourtant, en coulisses, Israël estimait qu il pouvait faire tout ce qu il voulait, et n h sitait pas   présenter cette position sans réserve lors de réunions   huis clos avec des représentants britanniques.

Selon un résumé d une réunion tenue le 18 février 1980 entre le Premier ministre israélien Menachem Begin et l ambassadeur britannique en Israël John Mason, Begin a critiqué la position du Royaume-Uni concernant l absence de progrès sur la question palestinienne depuis les accords de Camp David avec l  gypte ; essayant de rejeter toute la responsabilité sur l OLP et son dirigeant Yasser Arafat, Begin a fait valoir qu Isra l   a fait des sacrifices pour la paix, un seul exemple : les champs de pétrole [dans la péninsule du Sinaï]  . Cette concession se traduira par une dépense de 2 milliards de dollars l ann e prochaine pour l achat de pétrole  .



Menachem Begin, leader du Likoud, s adresse   la Knesset, le 10 mars 1974. (Moshe Milner/GPO/CC BY-NC-SA 2.0)

Le ministère israélien des affaires étrangères a rencontré le ministre d  tat britannique pour l Europe, Douglas Hurd. Lorsque M. Hurd a déclaré que le Royaume-Uni était

préoccupé par les colonies israéliennes dans les territoires occupés et qu'il avait du mal à comprendre la position d'Israël concernant les sources d'eau dans ces régions, le fonctionnaire israélien a comparé la situation à « un bassin d'eau utilisé par les deux parties comme une bouteille avec deux pailles à boire ».

En dépit de la politesse britannique ou de la longue histoire d'exploitation coloniale de la Grande-Bretagne, Hurd et Mason auraient dû frapper avec colère sur la table et dire aux Israéliens que le « contrôle » et la « bouteille d'eau » ne leur appartenaient pas. Bien entendu, rien de tel ne s'est produit. Il n'est donc pas étonnant que, pendant des décennies, Israël et ses colonies n'aient pas hésité à voler les terres et les ressources en eau de la Cisjordanie, ni craint les conséquences de la confiscation ou de la destruction de réservoirs d'eau appartenant à des communautés palestiniennes qui se voient en fait refuser le contrôle et accéder à leurs propres ressources dans des conditions qui sont toujours en vigueur ce jour.

« Mettre ses amis à l'épreuve de façon masochiste »

Dans un télégramme « top secret » déclassifié daté du 23 avril 1980, envoyé par l'envoyé israélien à Londres après une réunion « ne devant pas être citée » avec un diplomate britannique (aucun nom n'est précisé), ce dernier explique : « On a parfois l'impression qu'Israël teste ses amis de manière masochiste pour voir jusqu'où ils peuvent aller avec lui, même de manière raisonnable : « On a parfois l'impression qu'Israël teste ses amis de manière masochiste pour voir jusqu'où ils peuvent aller avec lui, même de manière raisonnable. »

Le diplomate israélien, quant à lui, a compris que le point de vue du Royaume-Uni était le suivant : « Mais lorsque nous [Israël] cessons de fonder les colonies uniquement sur des motifs de sécurité et lorsque nous prenons des mesures qui sont perçues comme démonstratives et provocatrices, telles que l'installation de maisons à Hébron, nous causons de nos propres mains des dommages à l'amitié et à la compréhension ».

En d'autres termes, tant qu'Israël justifiera ses actions par les seuls besoins de sécurité, peu importe qu'ils soient réels ou non, la Grande-Bretagne pourra s'accommoder des violations systématiques du droit international et des droits de l'homme commises par Israël.

Les actions de l'actuel gouvernement israélien et ses affinités publiques avec l'extrême droite remettent aujourd'hui en question le système « masochiste » qui a fonctionné à l'avantage d'Israël pendant des décennies. Pour ce gouvernement, le « nouvel » Israël n'a plus besoin d'excuses liées à des besoins de sécurité réels ou fictifs, et peut au contraire exposer l'ensemble de son programme comme étant purement basé sur une idéologie d'apartheid et de suprématie juive.

C'est pourquoi nous devrions nous inquiéter non seulement des réunions et des liens des responsables israéliens avec des groupes d'extrême droite comme l'AUR en Roumanie, mais aussi avec les partis conservateur et travailliste au Royaume-Uni, le parti travailliste en Norvège, le parti de l'Union chrétienne-démocrate en Allemagne et d'autres partis européens

traditionnels. Tous ces partis, au parlement et au gouvernement, collaborent effectivement aux crimes commis par Israël contre le peuple palestinien.

En effet, malgré toutes les déclarations et politiques racistes et autoritaires faites depuis l'inauguration du gouvernement actuel de Netanyahou en décembre 2022, à part la réduction des invitations à Netanyahou et à ses ministres pour des visites officielles, il n'y a toujours pas eu de sanctions ou de changement réel dans la coopération avec Israël. Les intérêts et les affaires continuent comme d'habitude. Au lieu de séjourner dans un hôtel à Paris, Netanyahou est simplement logé dans l'une des suites les plus chères de Jérusalem à un prix peu élevé pour un homme responsable de crimes contre l'humanité.

Eitay Mack est un avocat israélien spécialisé dans les droits de l'homme qui s'efforce de mettre fin à l'aide militaire israélienne aux régimes qui commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction AS pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. extrême-droite
2. fascisme
3. roumanie

date créée
2023/09/07